

28 -03- 2000

12 -04- 2000

N°

54.651 /co/319

COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET
D'HEBERGEMENT (319)

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 21 MARS 2000 INSTITUANT UN
FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE ET FIXANT LES STATUTS

A. INSTAURATION

Article 1er - Par la présente convention collective de travail et en application de la Loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement instaure un fonds de sécurité d'existence, dénommé "**Fonds social pour les établissements et services de la Région de Bruxelles-Capitale/Commission communautaire commune**", dont les statuts sont fixés ci-après.

Article 2.-La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement et qui sont agréés **et/ou** subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.
Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 3.-La présente convention collective de travail sort ses effets le 1er janvier 2000 et est conclue pour une durée indéterminée, à l'exception de l'article 8. Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1er janvier de l'année suivante. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, qui envoie une copie à chacune des parties signataires.

B. STATUTS

CHAPITRE 1. DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL

Article 4.-A partir du 1er janvier 2000, un Fonds de sécurité d'existence est instauré, dénommé "**Fonds social pour les établissements et services de la Région de Bruxelles-Capitale/Commission communautaire commune**".

Le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Quai du commerce 48. Ce siège peut être transféré à une autre adresse par décision unanime du Comité de gestion, prévu à l'article 13.

CHAPITRE 2. OBJECTIF

Article 5.-Le fonds assure le financement, l'octroi et la liquidation d'avantages sociaux complémentaires pour les travailleurs occupés par les établissements et services ressortissant à la compétence de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, et qui sont agréés **et/ou** subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que ces avantages soient fixés par convention collective de travail au sein de la Commission paritaire compétente.

Le fonds assure également le développement et le financement d'initiatives pour l'emploi et la formation, entre autres pour les travailleurs appartenant aux groupes à risque **et/ou** les demandeurs d'emploi tels que visés par la réglementation en la matière.

47

Dans le cadre de la convention collective de travail concernant la formation et la promotion d'initiatives pour l'emploi de groupes à risque, conclue le 21 mars 2000, la mission du fonds consiste notamment à percevoir, à gérer et à attribuer les cotisations perçues à cet effet par l'Office national de sécurité sociale pour les objectifs auxquels elles sont destinées.

CHAPITRE 3. FINANCEMENT

Article 6.- Les moyens financiers du fonds consistent en des cotisations versées par les employeurs ressortissant à la compétence du champs d'application susmentionné, ainsi qu'en les produits éventuels de ces cotisations ou d'autres moyens financiers octroyés pour les objectifs au Fonds social.

Article 7.-

§1.- Le montant des cotisations est fixé par convention collective de travail, conclue au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, en fonction des missions confiées au Fonds social.

§2.- Par décision du comité de gestion du fonds, les cotisations peuvent être affectées de sorte que les moyens financiers du fonds, nécessaires pour ses missions, soient prévus.

Article 8.-

Pour la période du 1er janvier 2000 jusqu'au 31 décembre 2000 inclus, le montant de la cotisation est fixé à 0,10% des salaires bruts.

Article 9.- Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale en application de l'article 7 de la Loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Article 10.- Les frais d'administration du fonds sont constatées chaque année par le comité de gestion. Ces frais sont couverts par les revenus du fonds.

CHAPITRE 4. AYANTS DROIT, OCTROI ET LIQUIDATION DES AVANTAGES

Article 11.- Les travailleurs des établissements et services ont droit aux avantages sociaux dont le montant, la nature et les conditions d'octroi sont fixés par décision du comité de gestion en exécution des conventions collectives de travail, conclues au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

Article 12.- Le paiement de avantages ne peut dépendre aucunement du paiement des cotisations dues par l'employeur.

CHAPITRE 5. GESTION

Article 13.- Le fonds est géré par un Comité de gestion paritaire qui se compose de 10 membres-gestionnaires effectifs et 10 membres-gestionnaires suppléants.

Ces membres sont désignés par et parmi les membres de la Commission paritaire en question, dont la moitié sur la proposition des organisation professionnelles des employeurs et l'autre moitié sur la proposition des organisations de travailleurs.

Les membres du Comité de gestion sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

Le mandat de membre au sein du Comité de gestion se termine en cas de licenciement, décès ou lorsque le mandat comme membre de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement prend fin ou en raison de licenciement donné par l'organisation qui a proposé le membre. Le cas échéant, le nouveau membre termine le mandat de son prédécesseur. Les mandats des membres du Comité de gestion sont renouvelables.

Article 14.-Les gestionnaires du fonds ne prennent aucun engagement personnel concernant les obligations du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exercice du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Article 15.-Le Comité de gestion choisit chaque année un président et un vice-président parmi ses membres, alternativement de la délégation de travailleurs et de la délégation patronale. Il désigne également la(les) personne(s) qui est(sont) chargée(s) du secrétariat.

Article 16.-Le Comité de gestion dispose des compétences les plus étendues pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par la Loi ou ces statuts. Sauf décision contraire du Comité de gestion, ce dernier intervient dans tous ses actes et procède en justice par l'intermédiaire du président et du vice-président ensemble, chacun remplacé le cas échéant par un délégué-gestionnaire, par le Comité de gestion instauré à cet effet.

- 1. procéder à l'embauche et au licenciement éventuel du personnel du fonds;
- 2. exercer le contrôle et prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de ces statuts;
- 3. constater les frais d'administration ainsi que la part des revenus annuels qui les couvrent;
- 4. transmettre un rapport écrit à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement sur l'accomplissement de sa mission pendant le mois de juin de chaque année.

Article 17.-Le Comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit sur l'invitation du président intervenant d'office, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du Comité de gestion, ainsi qu'à la demande d'une des organisations représentées. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Le procès-verbal est rédigé par le secrétaire, désigné par le Comité de gestion, et signé par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ce procès-verbal sont signés par le président et le vice-président.

Article 18.-Le Comité de gestion ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié des membres de la délégation de travailleurs et des membres de la délégation patronale sont présents. Les membres peuvent se faire représenter par procuration écrite pour la réunion concernée, par un autre membre, en fonction de la personne absente, des organisations de travailleurs ou d'employeurs faisant partie de la Commission paritaire. En principe, les décisions du Comité de gestion sont prises à l'unanimité des voix des membres présents, sauf dispositions contraires dans le règlement d'ordre intérieur rédigé par le Comité de gestion.

CHAPITRE 6. CONTROLE

Article 19.-Conformément à l'article 22 de la Loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement désigne un réviseur pour le contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit rendre compte au moins une fois par an à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

En plus, il informe régulièrement le Comité de gestion du fonds des résultats de ses examens et il fait les recommandations qu'il estime nécessaire.

CHAPITRE 7. BILAN ET COMPTES ANNUELS

Article 20.-A partir de 2001, le bilan et les comptes annuels sont clôturés chaque année.

CHAPITRE 8. DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 21.-Le fonds est instauré pour une durée indéterminée. Il est dissout par la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement suite à un préavis éventuel, tel que prévu à l'article 3. La Commission paritaire susmentionnée décide de la destination des marchandises et des valeurs du fonds après le paiement du passif.

Cette destination doit correspondre à l'objectif pour lequel le fonds a été instauré.

La Commission paritaire susmentionnée désigne les liquidateurs parmi les membres du Comité de gestion.

C21

PARITAIR COMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN

(319)

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 21 MAART 2000 HOUDENDE OPRICHTING VAN EEN FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID EN TOT VASTSTELLING VAN DE STATUTEN

A. OPRICHTING

Artikel 1. - Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van de Wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, richt het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen een fonds voor bestaanszekerheid op, genaamd "**Sociaal Fonds voor de instellingen en diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie**", waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

Artikel 2. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 3. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking op 1 januari 2000 en is gesloten voor onbepaalde tijd, met uitzondering van artikel 8. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder jaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend jaar. De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen, die een kopie aan elk der ondertekende partijen toezendt.

B. STATUTEN

HOOFDSTUK 1. BENAMING EN MAATSCHAPPELIJKE ZETEL

Artikel 4. - Met ingang van 1 januari 2000 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Sociaal Fonds voor de instellingen en diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie".

De maatschappelijke zetel is gevestigd te 1000 Brussel, Handelskaai 48.

Deze zetel kan bij unanieme beslissing van het Beheerscomité, voorzien bij artikel 13, naar een ander adres worden overgebracht.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

28 -03- 2000

12 -04- 2000

N°

54.651/00/319

HOOFDSTUK 2. DOEL

Artikel 5. - Het fonds verzekert de financiering, de toekenning en de vereffening van aanvullende sociale voordelen voor de werknemers tewerkgesteld in de inrichtingen en diensten die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen, en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover deze voordelen bij collectieve arbeidsovereenkomst in het bevoegd Paritair Comité zijn vastgesteld.

Het fonds verzekert tevens de ontwikkeling en de financiering van tewerkstellings- en vormingsinitiatieven, onder meer voor de werknemers behorende tot risicogroepen en/of werkzoekenden zoals bedoeld bij de reglementering terzake.

In het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de vorming en de bevordering van initiatieven tot tewerkstelling van risicogroepen, gesloten op 21 maart 2000, heeft het fonds inzonderheid als taak de daartoe door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geïnde bijdragen te ontvangen, te beheren en toe te wijzen voor de objectieven waarvoor ze bestemd zijn.

HOOFDSTUK 3. FINANCIERING

Artikel 6. - De geldmiddelen van het fonds bestaan uit bijdragen gestort door de werkgevers die onder de bevoegdheid van hogergenoemd toepassingsgebied vallen, evenals uit de eventuele opbrengsten van deze bijdragen of andere geldmiddelen die voor de doelstellingen aan het Sociaal Fonds worden toegekend.

Artikel 7. -

§1. - Het bedrag van de bijdragen wordt bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen, in functie van de opdrachten die aan het Sociaal Fonds worden toevertrouwd.

§2. - Bij beslissing van het beheerscomité van het fonds kunnen de bijdragen aangewend worden zodat de financiële draagkracht van het fonds, noodzakelijk voor zijn opdrachten, wordt voorzien.

Artikel 8. -

Voor de periode van 1 januari 2000 tot en met 31 december 2000 wordt het bedrag van de bijdrage vastgesteld op 0,10 % van de brutolonen.

Artikel 9. - De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 7 van de Wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 10. - De administratiekosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door

het beheerscomité. Deze kosten worden gedekt door de inkomsten van het fonds.

HOOFDSTUK 4. RECHTHEBBENDEN, TOEKENNING EN VEREFFENING VAN DE VOORDELEN

Artikel 11. - De werknemers van de inrichtingen en diensten hebben recht op de sociale voordelen waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden worden bepaald bij beslissing van het beheerscomité in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen.

Artikel 12. - De uitbetaling van de voordelen kan in geen enkel geval afhankelijk gemaakt worden van de betaling der verschuldigde bijdragen door de werkgever.

HOOFDSTUK 5. BEHEER

Artikel 13. - Het fonds wordt beheerd door een Paritair Beheerscomité bestaande uit 10 effectieve leden-beheerders en 10 plaatsvervangende leden-beheerders.

Deze leden worden aangeduid door en onder de leden van het betrokken Paritair Comité, voor de helft op voordracht van de beroepsorganisaties van de werkgevers, en voor de andere helft op voordracht van de werknemersorganisaties.

De leden van het Beheerscomité worden aangesteld voor dezelfde période alsdeze van hun mandaat van lid van het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen.

Het mandaat van lid in het Beheerscomité vervalt door ontslag, overlijden of wanneer het mandaat als lid van het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen een einde neemt of wegens ontslag gegeven door de organisatie die het lid voorgedragen heeft. Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van het Beheerscomité zijn hernieuwbaar.

Artikel 14. - De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het fonds. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheer dat zij ontvangen hebben.

Artikel 15. - Het Beheerscomité kiest elkjaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemers- en de werkgeversdelegatie. Het duidt eveneens de perso(o)n(en) aan die met het secretariaat wordt(en) belast.

Artikel 16. - Het Beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door de Wet of deze statuten.

Tenzij anders luidende beslissing van het Beheerscomité treedt dit laatste in al zijn handelingen op en handelt het in rechte via de voorzitteren de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een afgevaardigde-beheerder, door het Beheerscomité daartoe aangesteld.

1. over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het fonds;
2. contrôle te doen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
3. de administratiekosten alsmede het aandeel van de jaarlijkse inkomsten die deze dekken, vast te stellen;
4. tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen over de vervulling van zijn opdracht.

Artikel 17. - Het Beheerscomité vergadert minstens éénmaal per semester ter zetel van het fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van tenminste de helft der leden van het Beheerscomité, evenals op vraag van een der vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door het Beheerscomité, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Artikel 18. - Het Beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemers-afvaardiging als van de leden van de werkgevers-afvaardiging aanwezig is.

De leden kunnen zich laten vertegenwoordigen bij schriftelijke volmacht voor de betrokken vergadering, door een ander lid, naargelang de afwezige, uit de werknemers- of de werkgeversorganisaties deel uitmakend van het Paritair Comité. De beslissingen van het Beheerscomité worden in beginsel getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden, behoudens anders luidende bepalingen in het huishoudelijk règlement dat door het Beheerscomité wordt opgesteld.

HOOFDSTUK 6. CONTROLE

Artikel 19. - Overeenkomstig artikel 22 van de Wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen een revisoraan ter contrôle van het beheer van het fonds.

Deze moet minstens één maal per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair Comité

voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen.

Bovendien lient hij het Beheerscomité van het fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK 7. BALANS EN JAARREKENING

Artikel 20. - Elk jaarvanaf 2001 wordt de balans en jaarrekening van het verlopen jaar afgesloten.

HOOFDSTUK 8. ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 21. - Het fonds is opgericht voor een onbepaalde tijd. Het wordt ontbonden door het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen ingevolge een gebeurlijke vooropzeg, zoals voorzien door artikel 3. Voornoemd Paritair Comité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na betaling van het passief.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

Het voornoemde Paritair Comité duidt de vereffenaars aan onder de leden van het Beheerscomité.